



PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE

Direction de la Coordination Interministérielle  
et de l'Action Départementale  
Bureau des installations classées

Arrêté préfectoral modificatif du – 9 OCT. 2017

autorisant la SCEA DU BOIS DE THIOUZÉE, à  
restructurer un atelier porcin et construire de nouveaux  
bâtiments à LA DOMINELAIS,

N° 40501-3

**LE PRÉFET de la RÉGION de BRETAGNE**  
**PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE**

VU le Code de l'Environnement et notamment son titre 1er du livre V et la nomenclature des installations classées ;

VU la directive 2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, ou directive IED ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement, soumises à autorisation sous la rubrique « 2102 élevages de porcs » de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 mars 2014 établissant le programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté préfectoral du 26 juin 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

VU l'arrêté préfectoral du 18 novembre 2015, relatif à l'approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne, par le Préfet coordonnateur ;

VU la lettre instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 40501 délivré le 24 septembre 2012, modifié le 3 novembre 2015 et le 4 mai 2017, autorisant la SCEA DU BOIS DE THIOUZÉE à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Thiouzée » à LA DOMINELAIS ;

VU la demande présentée le 6 juin 2017 par la SCEA DU BOIS DE THIOUZÉE en vue d'être autorisée à augmenter ses effectifs porcins et à construire de nouveaux bâtiments d'élevage ;

VU les plans joints à la demande ;

VU l'avis de l'Inspecteur des installations classées du 21 août 2017 ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa réunion du 12 septembre 2017 ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L-511.1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les conditions techniques d'exploitation sont de nature à prévenir la pollution des eaux superficielles et souterraines ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant permettront de limiter les nuisances olfactives et sonores ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L-511.1 du Titre 1er du Livre V du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les prescriptions du programme d'actions au titre de la Directive Nitrate s'appliquent à toutes les exploitations ;

CONSIDÉRANT :

- que les effectifs augmentent de 450 animaux-équivalents pour atteindre 4049 animaux-équivalents ;
- que le projet prévoit la construction de deux bâtiments d'élevage et de trois annexes ;
- que les distances réglementaires seront respectées par rapport aux tiers et à l'eau ;
- que les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 modifié sont respectées ;
- que les seuils réglementaires pour l'azote et le phosphore sont respectés ;
- que les prescriptions liées aux épandages sont respectées ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté préfectoral ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

## A R R Ê T E

**Article 1er** – L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n°40501 du 24 septembre 2012, modifié le 3 novembre 2015 et le 4 mai 2017, est modifié comme suit :

« La SCEA DU BOIS DE THIOUZÉE est autorisée à exploiter un élevage de porcs au lieu-dit « Thiouzée » à LA DOMINELAIS.

Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Alinéa	A,E,D,NC	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Volume autorisé
2102-1		A	Porcs	Naisseur Engraisseur	Animaux Équivalents	2000	4049
3660-b		A	Porcs	Engraissement	Emplacements	2000	286

A : (autorisation) ; E : (enregistrement) ; D : (déclaration) ; NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Type d'animal	Nombre
Reproducteurs (truies + verrats) (Truies = femelles saillies ou ayant mis bas – Verrats = mâles utilisés pour la reproduction) comptent pour trois animaux-équivalents.	300
Porcelets sevrés de moins de 30 kg comptent pour 0,2 animal-équivalent	1400
Autres porcs (Porcs à l'engrais-Jeunes femelles) comptent pour un animal-équivalent	2869

## LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT

### **Article 2 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré à la juridiction administrative :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **Article 3 – Exécution**

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ile-et-Vilaine, le Sous-Préfet de REDON, le Maire de LA DOMINELAIS et l'Inspecteur des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,



Denis OLAGNON

